A° 1947. N° 90



PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van den 4den Juli 1947, no. 4553a, tot bekendmaking van het Koninklijk besluit van 20 Februari 1947, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 13 Juli 1946 te Madrid onderteekende Overeenkomst tusschen Nederland en Spanje betreffende bepaalde luchtdiensten, met bijlagen (Staatsblad no. H 57).*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen:

den brief dd. 22 April 1947, 5e Afdeeling no. 7/258, van den Heer Minister van Overzeesche Gebiedsdeelen, waarbij het Koninklijk besluit van 20 Februari 1947, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 13 Juli 1946 te Madrid onderteekende Overeenkomst tusschen Nederland en Spanje betreffende bepaalde luchtdiensten, met bijlagen (Staatsblad no. H 57), ter bekendmaking wordt aangeboden;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

Te bepalen, dat bovenaangehaald Koninklijk besluit

van 20 Februari 1947 (Staatsblad no. H 57) nevens deze beschikking in het Publicatieblad zal worden bekend gemaakt.

Willemstad, den 4den Juli 1947.

De Gouverneur voornoemd,

P. KASTEEL.

Uitgegeven den 10den Juli 1947.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de op 13 Juli 1946 te Madrid onderteekende Overeenkomst tusschen de Nederlandsche en Spaansche Regeeringen betreffende bepaalde luchtdiensten, met bijlagen, waarvan een afdruk en een vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken d.d. 12 Februari 1947, Kabinet en Protocol no. 12774;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemde Overeenkomst, met bijlagen, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekendmaken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen te dezen wordt vereischt.

Soestdijk, den 20sten Februari 1947.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
W. VAN BOETZELAER.

Uitgegeven den *achttienden* Maart 1947.

De Minister van Justitie,
J. H. VAN MAARSEVEEN.

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL ET LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS RELATIVE A CERTAINS SERVICES AERIENS.

Le Gouvernement Espagnol et le Gouvernement des Pays-Bas désirant stimuler le transport aérien civil entre l'Espagne et les Pays-Bas et prenant en considération la résolution adoptée en date du 7 décembre 1944 à la Conférence Internationale de l'Aviation Civile de Chicago, Illinois, E.U.A., qui établit un Modèle Uniforme d'Accord sur les routes aériennes provisoires, concluent la Convention suivante concernant l'exploitation de services réguliers de transport aérien entre leurs pays:

Article I.

Les Parties Contractantes s'accordent réciproquement les droits spécifiés aux Annexes ci-jointes, nécessaires à l'établissement des routes aériennes civiles internationales et des services énumérés à l'annexe ,,A'', que ces services soient inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle les droits sont accordés.

Article II.

Chacun des services aériens mentionnés à l'Annexe ,,A'' aura le droit de commencer à fonctionner aussitôt que la Partie Contractante qui, en vertu de l'article I a reçu le droit de désigner une ou plusieurs entreprises pour exploiter la route en question, aura effectué cette désignation. La Partie Contractante qui aura accordé ce droit devra, sous réserve des dispositions de l'Article VII ci-après, accorder l'autorisation d'exploitation nécessaire à l'entreprise ou aux entreprises intéressées.

Article III.

Les droits d'exploitation qui auraient précédemment été accordés par l'une des Parties Contractantes à un Etat non signataire de la présente Convention ou à une entreprise de transports aériens resteront en vigueur selon les termes convenus.

Article IV.

Pour éviter toutes discriminations et assurer l'égalité de traitement, il est convenu que:

(*a*) Chacune des Parties Contractantes pourra imposer ou permettre que soient imposées des taxes justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres facilités. Chacune des Parties Contractantes convient cependant que ces taxes ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et facilités par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

(*b*) Les carburants et les huiles lubrifiantes pris à bord des aéronefs d'une Partie Contractante et les pièces de rechange, les moteurs, les équipements et le matériel en général, introduits dans le territoire d'une Partie Contractante ou pris à bord d'un aéronef sur ce territoire par l'autre Partie Contractante, ou par ses nationaux, et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière, bénéficieront, de la part de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'aéronef aura pénétré, du traitement national en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux.

(*c*) Les aéronefs des services convenus, les stocks de carburants, d'huiles lubrifiantes, de pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord demeurant à bord des aéronefs civils des entreprises de transports aériens des Parties Contractantes autorisées à exploiter les routes et les services spécifiés à l'Annexe ,,A'' seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits ou taxes similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

(*d*) Les marchandises ainsi exemptes ne pourront être débarquées qu'avec l'assentiment des autorités douanières de l'autre Partie Contractante. Elles devront être réexportées et gardées, jusqu'à réexportation, sous le contrôle des douanes.

Article V.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services spécifiés à l'Annexe ,,A''. Cependant chaque Partie Contractante se réserve

le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences conférés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

Article VI.

(*a*) Les lois et règlements d'une Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire pour les aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront sans distinction de nationalité aux aéronefs de l'autre Partie Contractante, et lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ et durant leur présence dans les limites du territoire de cette Partie Contractante.

(*b*) Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant sur le territoire de toute Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la quarantaine.

Article VII.

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser un certificat ou une autorisation à une entreprise de transports aériens d'un autre Etat ou de révoquer un tel certificat ou une telle autorisation lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part importante de la propriété et que le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de nationaux d'un Etat partie à la présente Convention, ou lorsqu'une entreprise de transports aériens ne se conforme pas aux lois de l'Etat survolé, comme indiqué à l'article VI ci-dessus, ou ne remplit pas les obligations que lui impose la présente Convention.

Article VIII.

Les Parties Contractantes pourront remplacer librement leurs respectives entreprises concessionnaires du trafic aérien moyennant communication préalable à l'autre Partie Contractante. L'entreprise nouvellement désignée aura tous les droits et obligations de l'ancienne entreprise. Cette subrogation ne saura jamais engager sous aucun prétexte la responsabilité de l'Etat qui autorise la concession.

Article IX.

Les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes se tiendront au courant des infractions commises dans leurs territoires respectifs par le personnel des entreprises concessionnaires du trafic aérien. Au cas où l'on aurait constaté une faute qualifiée de grave, l'Autorité Aéronautique compétente aura le droit de demander le renvoi du fonctionnaire responsable. Si une répétition des faits qualifiés venait à se produire, on aurait alors le droit de demander la résiliation de la concession établie en faveur de l'entreprise concessionnaire en question.

Article X.

La présente Convention et tous les contracts y relatifs seront enregistrés à l'Organisation Internationale Provisoire de l'Aviation Civile (O.P.A.C.I.).

Article XI.

Les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes se metront d'accord pour régler toute question ayant trait à l'exécution de cette Convention et de ses Annexes.

Article XII.

Au cas où une des Parties Contractantes désirerait modifier les routes ou les conditions des Annexes de la présente Convention, elle pourra demander une consultation entre les Autorités Aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes; une telle consultation devra commencer dans une période de 60 jours à partir de la date de la demande. Quand les Autorités tomberont d'accord sur des conditions nouvelles ou modifiées affectant les Annexes, leurs recommandations en la matière auront plein effet après avoir été confirmées par un échange de notes diplomatiques.

Article XIII.

La présente Convention restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit amendée ou remplacée par une convention générale multilatérale aérienne, à condition toutefois que les droits d'exploitation de services accordés aux termes de la présente Convention puissent être révoqués moyennant préavis d'un an à l'autre Partie Contractante. Ce préavis pourra être donné à tout moment après un délai de deux mois destiné à permettre consultation entre les Parties Contractantes.

Article XIV.

Tout différend entre les Parties Contractantes, relativement à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention

ou de ses Annexes, sera soumis à la décision du Conseil Intérimaire, d'accord avec l'Article III, Section 6, alinéa 8, de l'Accord Intérimaire sur l'Aviation Civile Internationale, signé à Chicago le 7 décembre 1944, à moins que les Parties Contractantes soient d'accord pour régler le différend au moyen d'un Tribunal arbitral désigné d'un commun accord par les Parties Contractantes ou toute autre personne ou organisme. Les Parties Contractantes s'engagent à accepter la décision qui puisse être prise.

Article XV.

Cette Convention entrera en vigueur au jour de sa signature.

Madrid, le treize juillet, mille neuf cent quarante-six.

Le Ministre Espagnol des Affaires Etrangères,	Le Minstre des Pays-Bas en Espagne,
ALBERTO MARTIN ARTAGO.	P. E. TEPPEMA.

ANNEXE „A"

à la Convention entre le Gouvernement Espagnol et le Gouvernement des Pays-Bas relative à certains services aériens.

I.

Les entreprises de transports aériens néerlandaises, autorisées en vertu de la présente Convention, auront le droit de survoler le territoire espagnol, d'y effectuer des escales techniques ainsi que de prendre à bord et déposer des passagers, des marchandises et du courrier postal en trafic international à Madrid et à Barcelone sur les routes suivantes:

Pays-Bas - Madrid et Madrid - Pays-Bas, soit par points intermédiaires soit directement, et les points au-delà dans les deux directions.

Pays-Bas - Genève - Barcelone - Madrid et Madrid - Barcelone - Genève - Pays-Bas, soit par points intermédiaires soit directement, et les points au-delà dans les deux directions.

II.

Les entreprises de transports aériens espagnols, autorisées en vertu de la présente Convention, auront le droit de survoler le territoire néerlandais, d'y effectuer des escales techniques ainsi que de prendre à bord et déposer des passagers, des marchandises et du courrier postal en trafic international sur les routes suivantes:

Espagne - Amsterdam et Amsterdam - Espagne, soit par points intermédiaires soit directement et les points au-delà dans les deux directions.

ANNEXE „B"

à la Convention entre le Gouvernement Espagnol et le Gouvernement des Pays-Bas relative à certains services aériens.

1. Les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes se communiqueront réciproquement huit jours au moins avant la mise en exploitation effective de leurs concessions respectives les renseignements suivants: horaires, tarifs, fréquences et types des aéronefs utilisés dans leurs services. Toute modification à ces données sera également communiquée.

2. Les Administrations Postales des deux Parties Contractantes se mettront d'accord pour le transport postal par voie aérienne dans le cadre des Conventions Internationales en vigueur dans ce domaine.

3. Chaque entreprise concessionnaire du trafic aérien, sous réserve d'autorisation par l'Autorité aéronautique territoriale compétente, pourra entretenir sur les aéroports de l'autre Partie Contractante son propre personnel technique et administratif. Il reste entendu que cette autorisation comprend le personnel minimum indispensable au fonctionnement normal des lignes.

4. Tant que des visas seront exigés pour l'admission d'étrangers dans les deux pays, les équipages inscrits sur le manifeste de bord des aéronefs des deux pays qui entretiennent les communications aériennes seront exemptés du visa obligatoire. Ils devront être en possession d'un passeport valable à leur nom et d'une légitimation de service.

Au cas où l'un des membres de l'équipage devrait, par suite de certaines circonstances, rester en arrière, l'entreprise auprès de laquelle il est en service prendra des mesures afin qu'il puisse rentrer dans le pays où l'entreprise a son siège.

Madrid, le 13 juillet 1946.

Monsieur le Ministre,

Les dispositions contenues dans la Convention entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement des Pays-Bas, relative à certains services aériens, signée en date d'aujourd'hui, seront soumises aux modifications suivantes:

Il est entendu que la stipulation de l'Article I, paragraphe 1, de l'Annexe A, relative au droit de prendre à bord et déposer des passagers, des marchandises et du courrier postal en trafic international, ne sera pas applicable en ce qui concerne les routes mentionnées dans les paragraphes 2 et 3 dudit Article, sur tout trajet entre l'Espagne et le Portugal.

Toutefois, la Compagnie aérienne désignée par le Gouvernement des Pays-Bas aura le droit de prendre à bord et déposer ledit trafic international, sur la route Madrid—Lisbonne, aussi longtemps qu'une ligne aérienne portugaise, désignée par le Gouvernement du Portugal, n'entre pas en service entre l'Espagne et le Portugal.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement des Pays-Bas sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

A. MARTIN ARTAJO.

Son Excellence Monsieur P. E. Teppema
Ministre des Pays-Bas à Madrid.

Madrid, 13 juillet 1946.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser la réception à Votre Excellence de Sa note en date d'aujourd' hui, par laquelle Elle me fait savoir ce qui suit:

,,Les dispositions contenues dans la Convention entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement des Pays-Bas, relative à certains services aériens, signée en date d'aujourd'hui, seront soumises aux modifications suivantes:

Il est entendu que la stipulation de l'Article I, paragraphe 1, de l'Annexe A, relative au droit de prendre à bord et déposer des passagers, des marchandises et du courrier postal en trafic international, ne sera pas applicable en ce qui concerne les routes mentionnées dans les paragraphes 2 et 3 dudit Article, sur tout trajet entre l'Espagne et le Portugal.

Toutefois, la Compagnie aérienne désignée par le Gouvernement des Pays-Bas aura le droit de prendre à bord et déposer ledit trafic international, sur la route Madrid—Lisbonne, aussi longtemps qu'une ligne aérienne portugaise, désignée par le Gouvernement du Portugal, n'entre pas en service entre l'Espagne et le Portugal.''

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine est d'accord avec ce qui précède.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

P. E. TEPPEMA.

Son Excellence Monsieur
A. MARTIN ARTAJO

Ministre des Affaires Etrangères
Madrid.

NEDERLANDSCHE VERTALING.

OVEREENKOMST TUSSCHEN DE SPAANSCHE REGEERING EN DE NEDERLANDSCHE REGEERING BETREFFENDE BEPAALDE LUCHTDIENSTEN.

De Spaansche Regeering en de Nederlandsche Regeering, geleid door den wensch het burgerlijk luchtvervoer tusschen Spanje en Nederland te bevorderen en gelet op de resolutie, aanvaard op 7 December 1944 op de Internationale Burgerlijke Luchtvaartconferentie te Chicago, Illinois, U.S.A., welke een standaardmodel van een overeenkomst voor voorloopige luchtroutes vaststelt, sluiten hierbij de navolgende Overeenkomst betreffende de exploitatie van de geregelde luchtdiensten tusschen hare landen.

Artikel 1.

De Overeenkomstsluitende Partijen verleenen elkaar wederkeerig de rechten, opgesomd in de hieraan gehechte bijlagen, welke vereischt zijn om de in Bijlage A vervatte internationale burgerlijke luchtlijnen en diensten in te stellen, onverschillig of deze diensten onmiddellijk dan wel op een later tijdstip, naar verkiezing van de Overeenkomstsluitende Partij, aan welke de rechten worden verleend, zullen worden geopend.

Artikel 2.

Elk van de luchtdiensten, genoemd in Bijlage A, heeft het recht in werking te treden, zoodra de Overeenkomstsluitende Partij, welke krachtens Artikel 1 het recht heeft gekregen één of meer ondernemingen aan te wijzen om de betreffende lijn te exploiteeren, die aanwijzing zal hebben gedaan. De Overeenkomstsluitende Partij, die dat recht zal hebben toegekend, zal, behoudens het bepaalde in het hiernavolgende Artikel 7, aan de belanghebbende onderneming of ondernemingen de benoodigde exploitatievergunning moeten verleenen.

Artikel 3.

Exploitatierechten, welke vroeger mochten zijn verleend door een van de Overeenkomstsluitende Partijen aan een staat, welke niet partij is bij deze Overeenkomst of aan een luchtvaartmaatschappij, blijven volgens de overeengekomen bepalingen van kracht.

Artikel 4.

Teneinde elke bevoorrechting te voorkomen en gelijkheid van behandeling te verzekeren, wordt overeengekomen, dat:

a. elk van de Overeenkomstsluitende Partijen kan opleggen of doen opleggen billijke en redelijke tarieven voor het gebruik van luchthavens en andere faciliteiten. Elk van de Overeenkomstsluitende Partijen neemt echter op zich, dat deze tarieven niet hooger zullen zijn dan die, welke zouden worden betaald voor het gebruik van bedoelde luchthavens en faciliteiten door haar eigen luchtvaartuigen gebezigd op soortgelijke internationale diensten;

b. op motorbrandstoffen en smeeroliën aan boord genomen van de luchtvaartuigen van een Overeenkomstsluitende Partij en op reservedeelen, motoren, uitrustingsstukken en het materieel in het algemeen, ingevoerd in het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij of op dat grondgebied door de andere Overeenkomstsluitende Partij of haar onderdanen aan boord genomen van een luchtvaartuig en uitsluitend bestemd voor gebruik door luchtvaartuigen van deze laatste zullen door de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied het luchtvaartuig zal zijn binnengekomen, de nationale regeling betreffende het heffen van douanerechten, inspectiekosten en andere nationale rechten en tarieven worden toegepast;

c. de luchtvaartuigen, welke gebruikt worden op de overeengekomen diensten, de voorraden van motorbrandstoffen, smeeroliën, reservedeelen, gewone uitrustingsstukken en proviand, welke aan boord blijven van de burgerlijke luchtvaartuigen van de luchtvaartmaatschappijen van de Overeenkomstsluitende Partijen, welke gemachtigd zijn de luchtlijnen en diensten, opgesomd in Bijlage A, te exploiteeren, zullen bij aankomst op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij of bij hun vertrek daaruit, zijn vrijgesteld van douanerechten, inspectiekosten of soortgelijke rechten of tarieven, zelfs wanneer deze voorraden worden gebruikt of verbruikt door deze luchtvaartuigen bij vluchten boven dat grondgebied;

d. de aldus vrijgestelde goederen mogen slechts worden gelost met goedkeuring van de douaneautoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij. Deze goederen, die weer moeten worden uitgevoerd, zullen tot wederuitvoer onder toezicht van de douane blijven.

Artikel 5.

De bewijzen van luchtwaardigheid en de bewijzen van geschiktheid, en de vergunningen, uitgereikt of geldig verklaard

door de eene Overeenkomstsluitende Partij, zullen door de andere Overeenkomstsluitende Partij als geldig worden erkend voor de exploitatie van de luchtlijnen en diensten, opgesomd in Bijlage A. Elke Overeenkomstsluitende Partij behoudt zich evenwel het recht voor, voor vluchten boven haar eigen grondgebied de erkenning van bewijzen van geschiktheid en vergunningen, door een anderen staat aan haar eigen onderdanen uitgereikt, te weigeren.

Artikel 6.

a. De wetten en voorschriften van de eene Overeenkomstsluitende Partij betreffende het binnenkomen in en het vertrek uit haar grondgebied van luchtvaartuigen, gebezigd in de internationale luchtvaart of betreffende de exploitatie en het vliegen met die luchtvaartuigen gedurende hun aanwezigheid binnen haar grondgebied, zullen van toepassing zijn op de luchtvaartuigen van de andere Overeenkomstsluitende Partij zonder onderscheid van nationaliteit en bedoelde luchtvaartuigen zullen deze moeten nakomen bij aankomst, bij vertrek en gedurende hun aanwezigheid binnen het grondgebied van die Overeenkomstsluitende Partij.

b. De passagiers, de bemanningen en de expediteurs van goederen zullen gehouden zijn persoonlijk dan wel door tusschenkomst van een derde, die in hun naam en voor hun rekening optreedt, na te leven de wetten en voorschriften, welke op het grondgebied van elk der Overeenkomstsluitende Partijen het binnenkomen, het verblijf en het vertrek van de passagiers, bemanningen of goederen regelen, zooals die, welke van toepassing zijn op de binnenkomst, op de formaliteiten voor in- en uitklaring, op de immigratie, op de paspoorten, op de douane en op de quarantaine.

Artikel 7.

Elke Overeenkomstsluitende Partij behoudt zich het recht voor een luchtvaartmaatschappij van een anderen staat een bewijs of een vergunning te onthouden of een zoodanig bewijs of een zoodanige vergunning te herroepen, wanneer zij niet het bewijs heeft, dat die onderneming voor een belangrijk deel het eigendom is van en het daadwerkelijk toezicht van die onderneming berust bij onderdanen van een staat, partij bij deze Overeenkomst, dan wel in geval een luchtvaartmaatschappij de wetten van den staat, waarover gevlogen wordt, zooals die, bedoeld in Artikel 6 hierboven, niet in acht neemt of niet voldoet aan de verplichtingen, welke deze Overeenkomst haar oplegt.

Artikel 8.

De Overeenkomstsluitende Partijen zullen vrijelijk haar onderscheidenlijke ondernemingen, waaraan een vergunning

voor het uitoefenen van luchtverkeer is verleend, kunnen vervangen na voorafgaande mededeeling aan de andere Overeenkomstsluitende Partij. De nieuw aangewezen onderneming zal alle rechten en verplichtingen van de vorige onderneming hebben. Deze vervanging zal onder geen enkel voorwendsel eenige aansprakelijkheid voor den staat, die de vergunning verleent, met zich mede brengen.

Artikel 9.

De luchtvaartautoriteiten van de beide Overeenkomstsluitende Partijen zullen elkaar op de hoogte houden van inbreuken op haar onderscheidenlijke grondgebieden, begaan door het personeel van de ondernemingen, waaraan een vergunning voor het uitoefenen van luchtverkeer is verleend. In geval een als ernstig aan te merken vergrijp wordt geconstateerd, heeft de bevoegde luchtvaartautoriteit het recht de terugroeping van den verantwoordelijken beambte te verzoeken. Indien zich een herhaling daarvan mocht voordoen, zal men het recht hebben de nietigverklaring te vragen van de vergunning, welke ten gunste van de betreffende luchtvaartonderneming is verleend.

Artikel 10.

Deze Overeenkomst en alle daarop betrekking hebbende overeenkomsten zullen bij de voorloopige Internationale Burgerlijke Luchtvaart Organisatie (P.I.C.A.O.) worden geregistreerd.

Artikel 11.

De luchtvaartautoriteiten van de twee Overeenkomstsluitende Partijen zullen zich met elkaar verstaan nopens de regeling van alle vraagstukken, betreffende de ten uitvoerlegging van deze Overeenkomst en hare bijlagen.

Aritkel 12.

Indien een van de Overeenkomstsluitende Partijen het wenschelijk acht de luchtlijnen of voorwaarden, vermeld in de bijlagen van deze Overeenkomst, te wijzigen, mag zij verzoeken, dat de bevoegde luchtvaartautoriteiten van de twee Overeenkomstsluitende Partijen overleg plegen, welk overleg moet aanvangen binnen den termijn van zestig dagen vanaf den datum van het verzoek.

Wanneer deze autoriteiten wederzijds tot overeenstemming geraken omtrent nieuwe of herziene voorwaarden, welke de Bijlagen raken, zullen haar aanbevelingen ter zake van kracht worden, nadat deze door een uitwisseling van diplomatieke nota's bevestigd zijn geworden.

Artikel 13

Deze Overeenkomst zal van kracht blijven, totdat zij zal worden gewijzigd of vervangen door een algemeen multilateraal luchtvaartverdrag, met dien verstande evenwel, dat de rechten tot het exploiteeren van diensten op grond van deze Overeenkomst verleend, kunnen worden herroepen door middel van een mededeeling met een opzeggingstermijn van een jaar aan de andere Overeenkomstsluitende Partij. Deze mededeeling kan te allen tijde worden gedaan na een tijdsverloop van twee maanden, ten einde overleg tusschen de Overeenkomstsluitende Partijen mogelijk te maken.

Artikel 14.

Alle geschillen tusschen de Overeenkomstsluitende Partijen betreffende de uitlegging of de toepassing van deze Overeenkomst of van haar Bijlagen, zullen ter beslissing worden voorgelegd aan den Tijdelijken Raad, overeenkomstig Artikel III, sectie 6, alinea 8, van de Tijdelijke Overeenkomst in zake de Internationale Burgerlijke Luchtvaart, onderteekend te Chicago op 7 December 1944, tenzij de Overeenkomstsluitende Partijen overeenkomen het geschil te doen regelen door een scheidsgerecht, in gezamenlijk overleg door de Overeenkomstsluitende Partijen aangewezen dan wel door eenig ander persoon of lichaam. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich de eventueele beslissingen te aanvaarden.

Artikel 15.

Deze Overeenkomst zal in werking treden op den dag van onderteekening.

Gedaan te Madrid, den dertienden Juli negentienhonderd zes en veertig.

De Minister van Buitenlandsche Zaken van Spanje,
A. MARTIN ARTAJO.

De Gezant der Nederlanden,
P. E. TEPPEMA.

BIJLAGE A,

behoorende bij de Overeenkomst tusschen de Spaansche Regeering en de Nederlandsche Regeering betreffende bepaalde luchtdiensten.

I. De Nederlandsche luchtvaartmaatschappijen, waaraan op grond van deze Overeenkomst vergunning is verleend, hebben het recht over Spaansch grondgebied te vliegen, er technische landingen te maken en passagiers, goederen en post in internationaal verkeer te Madrid en te Barcelona aan boord te nemen en af te zetten op de volgende lijnen:

Nederland—Madrid en Madrid—Nederland, hetzij via tusschenliggende punten, hetzij rechtstreeks, en naar verder gelegen punten in beide richtingen.

Nederland—Genève—Barcelona—Madrid en Madrid—Barcelona—Genève—Nederland, hetzij via tusschenliggende punten, hetzij rechtstreeks, en naar verder gelegen punten in beide richtingen.

II. De Spaansche luchtvaartmaatschappijen, waaraan op grond van deze Overeenkomst vergunning is verleend, hebben het recht over Nederlandschen grond te vliegen, er technische landingen te maken en passagiers, goederen en post in internationaal verkeer aan boord te nemen en af te zetten op de volgende lijnen:

Spanje—Amsterdam en Amsterdam—Spanje, hetzij via tusschenliggende punten, hetzij rechtstreeks, en naar verder gelegen punten in beide richtingen.

BIJLAGE B,

behoorende bij de Overeenkomst tusschen de Spaansche Regeering en de Nederlandsche Regeering betreffende bepaalde luchtdiensten.

1. Tenminste een week voordat daadwerkelijk van haar onderscheidenlijke vergunningen gebruik wordt gemaakt, zullen de luchtvaartautoriteiten van de twee Overeenkomstsluitende Partijen elkaar wederkeerig de volgende gegevens verstrekken: dienstregelingen, tarieven, frequenties en types van de voor haar diensten gebruikte luchtvaartuigen. Elke verandering in de genoemde gegevens zal eveneens worden medegedeeld.

2. De postadministraties van de twee Overeenkomstsluitende Partijen zullen zich verstaan in zake het luchtpostvervoer binnen het kader van te dier zake van kracht zijnde Internationale Verdragen.

3. Elke onderneming, waaraan een vergunning voor het uitoefenen van luchtverkeer is verleend, zal, onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde luchtvaartautoriteit van het betreffende grondgebied, op de luchthavens van de andere Overeenkomstsluitende Partij haar eigen technisch en administratief personeel mogen onderhouden, met dien verstande evenwel, dat deze machtiging betreft het minimum aan personeel, dat onmisbaar is voor het normaal functionneeren van de lijnen.

4. Zoolang visa zijn vereischt voor de toelating van vreemdelingen in beide landen, zullen de bemanningen, ingeschreven in het boordmanifest van de luchtvaartuigen van de beide landen, welke de luchtverbindingen onderhouden, vrijgesteld zijn van het verplichte visum. Zij dienen in het bezit te zijn van een geldig paspoort op haar naam en van een legitimatiebewijs, afgegeven door de luchtvaartmaatschappij, waarbij zij in dienst zijn.

Ingeval een lid van de bemanning, ten gevolge van bepaalde omstandigheden, moet achterblijven, zal de onderneming, waarbij hij in dienst is, maatregelen treffen, opdat hij kan terugkeeren naar het land, waar de onderneming haar zetel heeft.

Madrid, 13 Juli 1946.

Mijnheer de Minister,

De bepalingen vervat in de heden onderteekende Overeenkomst tusschen de Spaansche Regeering en de Nederlandsche Regeering betreffende bepaalde luchtdiensten zullen de navolgende wijzigingen ondergaan:

Het is te verstaan dat de bepaling van Artikel I paragraaf 1 van Bijlage A betreffende het recht om passagiers, goederen en post in internationaal verkeer aan boord te nemen en af te zetten niet van toepassing zal zijn voor wat betreft de lijnen vermeld in de paragrafen 2 en 3 van genoemd artikel op ieder traject tusschen Spanje en Portugal.

Evenwel zal de door de Nederlandsche Regeering aangewezen Luchtvaartmaatschappij het recht hebben om passagiers, goederen en post in internationaal verkeer aan boord te nemen en af te zetten op de lijn Madrid—Lissabon, zoolang een door de Portugeesche Regeering aangewezen Portugeesche luchtvaartlijn geen dienst opent tusschen Spanje en Portugal.

U zoudt mij zeer verplichten indien U mij zoudt willen bevestigen, dat de Nederlandsche Regeering met het vorenstaande accoord gaat.

Gelief, Mijnheer de Minister, de verzekering van mijn hoogachting te willen aanvaarden.

A. MARTIN ARTAJO.

Zijner Excellentie den Heere
P. E. TEPPEMA,
Harer Majesteit's Gezant,
Madrid.

Madrid, 13 Juli 1946.

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer Uwer Excellentie de ontvangst te erkennen van Hare missive van heden waarin Zij mij het navolgende doet weten:

,,De bepalingen vervat in de heden onderteekende ,,Overeenkomst tusschen de Spaansche Regeering en de Nederlandsche Regeering betreffende bepaalde luchtdiensten'' zullen de navolgende wijzigingen ondergaan:

Het is te verstaan, dat de bepaling van Artikel I, paragraaf 1, van Bijlage A betreffende het recht om passagiers, goederen en post in internationaal verkeer aan boord te nemen en af te zetten niet van toepassing zal zijn voor wat betreft de lijnen vermeld in de paragrafen 2 en 3 van genoemd artikel op ieder traject tusschen Spanje en Portugal.

Evenwel zal de door de Nederlandsche Regeering aangewezen Luchtvaartmaatschappij het recht hebben om passagiers, goederen en post in internationaal verkeer aan boord te nemen en af te zetten op de lijn Madrid—Lissabon, zoolang een door de Portugeesche Regeering aangewezen Portugeesche luchtvaartlijn geen dienst opent tusschen Spanje en Portugal.''

Ik heb de eer ter kennis van Uwe Excellentie te brengen dat Harer Majesteits Regeering met het vorenstaande accoord gaat.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik, Mijnheer de Minister om aan Uwe Excellentie de verzekering mijner meeste hoogachting te hernieuwen.

P. E. TEPPEMA.

Zijner Excellentie den Heere
A. MARTIN ARTAJO,
Minister van Buitenlandsche Zaken,
Madrid.

CONVENIO ENTRE EL GOBIERNO ESPANOL Y EL GOBIERNO DE LOS PAISES BAJOS, RELATIVO A DETERMINADOS SERVICIOS AEREOS.

El Gobierno español y el Gobierno de los Países Bajos deseosos de estimular el transporte aéreo civil entre España y los Países Bajos y tomando en consideración la resolución adoptada con fecha 7 de diciembre de 1944 en la Conferencia Internacional de Chicago, estableciendo un ,,tipo uniforme de Convenio sobre rutas aéreas provisionales'', han concluído el siguiente Acuerdo, relativo a la explotación de servicios regulares de transporte aéreo entre sus países:

Articulo I.

Las Partes Contratantes se conceden recíprocamente los derechos especificados en los Anejos adjuntos, que consideran necesarios para el establecimiento de las rutas aéreas civiles internacionales y de los servicios descritos en el Anejo A, pudiendo ser inaugurados estos servicios inmediatamente o en fecha posterior, a la elección de la Parte Contratante a la cual son concedidos los derechos.

Articulo II.

Cada uno de los servicios aéreos así descritos tendrá el derecho de comenzar a funcionar en cuanto la Parte Contratante a la cual ha sido concedido el derecho por el Artículo I de designar una o varias Empresas de navegación aérea para la línea en cuestión, haya autorizado a una Empresa de navegación aérea a explotar esta línea, y la Parte Contratante que confiere el derecho estará obligada, a reserva de las disposiciones del Artículo VII del presente Acuerdo, a conceder la autorización de explotación adjudicada a la o las Empresas de navegación aérea de que se trate.

Articulo III.

Los derechos de explotación que hubieran podido ser concedidos con anterioridad por cualquiera de las partes Contratantes a un Estado que no participó en el presente Convenio,

o a una Empresa de Navegación aérea, quedarán en vigor, de conformidad con los términos según los cuales dichos derechos hubiesen sido otorgados.

Artículo IV.

A fin de evitar las prácticas discriminatorias y asegurar la igualdad de trato, queda convenido que

a) Cada una de las Partes Contratantes podrá imponer o permitir que sean impuestas tasas justas y razonables para la utilización de los aeropuertos y otras facilidades. Cada una de las partes Contratantes está de acuerdo, sin embargo, en que estas tasas no deberán ser más elevadas que aquéllas que pagarían por la utilización de estos aeropuertos y de estas facilidades los aviones nacionales que participan en servicios internacionales similares.

b) Los carburantes y los lubricantes a bordo de las aeronaves de una Parte Contratante y las piezas de recambio, motores, equipos y material en general, introducidos en el territorio de una Parte Contratante o llevados a bordo de una aeronave a dicho territorio por la otra Parte Contratante o sus nacionales y destinados a ser utilizados exclusivamente por las aeronaves de la otra Parte Contratante citada, disfrutarán del régimen nacional en lo concerniente a la imposición de derechos de aduana, gastos de inspección y otros derechos y tasas nacionales por la parte Contratante en cuyo territorio tuvo lugar la introducción.

c) Las aeronaves de los servicios convenidos, los stocks de carburantes, lubricantes, piezas de repuesto, equipo normal y provisiones de a bordo, conservados a bordo de las aeronaves civiles de las Empresas de navegación aérea de las Partes Contratantes autorizadas a explotar las rutas y servicios descritos en el Anejo A, quedarán exantas, a la llegada al territorio o a la salida del territorio de la otra Parte Contratante, de derechos de aduana, gastos de inspección o derechos y tasas similares, aun cuando dichos suministros sean consumidos o utilizados por dichas aeronaves en el curso de vuelos efectuados sobre el territorio en cuestión.

d) Las mercancías así exentas no podrán ser desembarcadas sino con el consentimiento de las Autoridades aduaneras de la otra Parte Contratante. Deberán ser reexportadas y guardadas hasta su reexportación bajo el control de las aduanas.

Artículo V.

Los certificados de navegabilidad, los certificados de aptitud y las licencias expedidas o reconocidas válidas por una de las

Partes Contratantes, serán reconocidos valederos por la otra Parte Contratante a efectos de explotación de las rutas y servicios descritos en el Anejo A. No obstante, cada Parte Contratante se reserva el derecho de no reconocer como válidos, para circular sobre su propio territorio, los certificados de aptitud y licencias otorgadas a sus propios súbditos por otro Estado.

Articulo VI.

a) Las leyes y reglamentos de una Parte Contratante relativos a la admisión en su territorio o a la salida de su territorio de aeronaves que efectúen navegación aérea internacional, o relativos a la maniobra y a la navegación de dichas aeronaves, mientran se encuentran dentro de los límites de su territorio, se aplicarán a las aeronaves de la otra Parte Contratante sin distinción de nacionalidad y deberán ser observadas por dichas aeronaves a su entrada en el territorio de la citada Parte Contratante, a la salida de este territorio y mientras se encuentren dentro de los límites del mismo.

b) Las leyes y reglamentos de una Parte Contratante referentes a la admisión en su territorio o a la salida de su territorio de los pasajeros, de la tripulación o de las mercancías de las aeronaves, tales como los reglamentos relativos a la entrada, despacho, inmigración, pasaportes, aduanas y cuarentena, deberán ser observados por dichos pasajeros, dicha tripulación y los expedidores de las mencionadas mercancías, directamente o por otra persona que actúe en nombre y por cuenta de los mismos, a la entrada en el territorio del a mencionada Parte Contratante o a la salida de su territorio, o durante su estancia dentro de los límites de dicho territorio.

Articulo VII.

Cada Parte Contratante se reserva el derecho de rechazar o retirar un certificado o una autorización a una Empresa de transporte aéro de otro Estado en cualquier caso en que no tenga pruebas de que los súbditos de una Parte firmante de este Convenio posean una parte importante de la propiedad y el control efectivo, o bien en el caso de que una Empresa de transporte aéreo infringiese las leyes del Estado sobrevolado, tal como queda indicado en el Artículo VI, o dejase de cumplir las obligaciones que le incumben en virtud del presente Convenio.

Articulo VIII.

Las Partes Contratantes podrán reemplazar libremente sus respectivas Empresas concesionarias del tráfico aéreo, avisando

previamente a la otra Parte Contratante. La Empresa nuevamente designada tendrá todos los derechos y obligaciones de la antigua Empresa. Esta subrogación no podrá en ningún caso implicar responsabilidad alguna para el Estado que autoriza la concesión.

Artículo IX.

Las Autoridades aeronáuticas de ambas Partes Contratantes se comunicarán las infracciones cometidas en sus respectivos territorios por el personal de las Empresas concesionarias del tráfico aéreo. En el caso de que se hubiese comprobado la existencia de una falta que se pueda calificar de grave, la Autoridad aeronáutica competente tendrá el derecho de exigir el cese de los funcionarios responsables. Si se produjese una reincidencia grave, se tendrá entonces el derecho de pedir la rescisión de la concesión establecida en favor de la Empresa concesionaria en cuestión.

Artículo X.

El presente Acuerdo, así como todos los contratos de él derivados deberán registrarse por la Organización Provisional de Aviación Civil Internacional (O.P.A.C.I.).

Artículo XI.

Las Autoridades aeronáuticas de ambas partes Contratantes se pondrán de acuerdo para solventar toda cuestión referente a la ejecusión de este Convenio y sus Anejos.

Artículo XII.

En el caso de que una de las Partes Contratantes desease modificar las rutas o las condiciones de los Anejos al presente Convenio, podrá pedir una consulta entre las Autoridades aeronáuticas competentes de ambas Partes Contratantes; tal consulta deberá comenzar dentro de un período de 60 días a partir de la fecha de la petición. Cuando las Autoridades se pongan de acuerdo sobre las condiciones nuevas o modificadas, referentes a los Anejos, sus recomendaciones en esta materia tendrán efectividad después de haber sido confirmadas mediante un Canje de Notas diplomáticas.

Artículo XIII.

El presente Convenio permanecerá en vigor hasta el momento en que pueda ser modificado o sustituído por un Convenio aéreo multilateral general. Sin embargo, los derechos de

explotación relativos a los servicios conferidos en virtud del presente Convenio podrán ser revocados mediante preaviso de un año a la otra Parte Contratante. Tal preaviso podrá ser notificado en todo momento después de un período de dos meses, destinado a permitir una consulta entre las Partes Contratantes.

Articulo XIV.

Cualquier contienda entre las partes contratantes relativa a la interpretación o a la aplicación de este Convenio o de los Anejos al mismo, se someterá a la decisión del Consejo Interino, con arreglo al Artículo III, Sección 6, apartado 8, del Convenio Provisional sobre Aviación Civil Internacional, firmado en Chicago el 7 de diciembre de 1944, a no ser que las Partes Contratantes convinieran en zanjar la contienda someteiéndola a un Tribunal Arbitral nombrado de común acuerdo entre las Partes Contratantes o cualquier otra persona o entidad. Las Partes Contratantes se obligan a cumplir la decisión pronunciada.

Articulo XV.

Este Convenio entrará en vigor el día de su firma.

Madrid, trece de julio de mil novecientos cuarenta y seis.

El Ministro de los Países Bajos en Madrid,	El Ministro de Asuntos Exteriores de España,
P. E. TEPPEMA.	ALBERTO MARTIN-ARTAJO.

ANEJO A

al convenio entre el Gobierno Español y el Gobierno de los Países Bajos, relativo adeterminados servicios aereos.

I.

Las Empresas de transporte aéreo neerlandesas autorizadas en virtud del presente Convenio, tendrán el derecho de sobrevolar el territorio español, efectuar en el mismo escalas técnicas, así como el de tomar a bordo y desembarcar pasajeros, mercancías y correo postal en tráfico internacional en Madrid y Barcelona sobre las siguientes rutas:

Países Bajos—Madrid y Madrid—Países Bajos, sea efectuando escalas intermedias, sea directamente, y puntos ulteriores en ambas direcciones.

Países Bajos—Ginebra—Barcelona—Madrid y Madrid—Barcelona—Ginebra—Países Bajos, sea efectuando escalas intermedias, sea directamente, y puntos ulteriores en ambas direcciones.

II.

Las Empresas de transporte aéreo españolas autorizades en virtud del presente Convenio, tendrán el derecho de sobrevolar el territorio holandés, el de efectuar en el mismo escalas técnicas, así como el de tomar a bordo y desembarcar pasajeros, mercancías y correo postal en tráfico internacional sobre las siguientes rutas:

España—Amsterdam, y Amsterdam—España, sea efectuando escalas intermedias, sea directamente, y puntos ulteriores en ambas direcciones.

ANEJO B

al convenio entre el Gobierno Español y el gobierno de los Países Bajos, relativo a determinados servicios aereos.

I.

Las Autoridades aeronáuticas de ambas Partes Contratantes se comunicarán respectivamente ocho días por lo menos antes de la efectiva puesta en explotación de sus concesiones respectivas, los datos siguientes: horarios, tarifas, frecuencias y tipos de las aeronaves utilizadas en sus servicios. Será igualmente comunicada toda modificación en los citados datos.

II.

Las Administraciones postales de ambas Partes Contratantes se pondrán de acuerdo para el transporte postal por vía aérea dentro del marco de los Convenios internacionales en vigor sobre esta materia.

III.

Cada Empresa concesionaria del tráfico aéreo, a reserva de autorización por la Autoridad aeronáutica territorial competente, podrá mantener en el aeropuerto de la otra Parte Contratante su propio personal técnico y administrativo. Queda entendido que esta auorización comprenderá el personal mínimo indispensable para el normal funcionamiento de las líneas.

IV.

Mientras subsista la exigencia de visado para la admisión de extranjeros en los dos países, las tripulaciones inscritas en el manifiesto de a bordo de las aeronaves de los dos países que mantienen comunicaciones aéreas, quedarán extentas del visado obligatorio. Deberán estar en posesión de un pasaporte válido a su nombre y de un documento de identidad por parte de la Empresa de transporte aéreo en la cual prestan sus servicios.

En el caso de que uno de los miembros de la tripulación hubiera quedado en tierra, a causa de determinadas circunstancias, la Empresa en la cual presta sus servicios, tomará medidas a fin de hacerle regresar al país donde randica la Empresa.

Madrid, 13 de julio de 1946.

Excmo. Señor:

Muy señor mío: Las disposiciones contenidas en el ,,Convenio entre el Gobierno español y el Gobierno de los Países Bajos, relativo a ciertos servicios aéreos'', firmado con fecha de hoy, estarán sometidas a las siguientes modificaciones.

Queda entendido que la estipulación del Artículo I, apartado 1°, del Anejo A, relativa al derecho de tomar a bordo y depositar pasajeros, mercancías y correo postal en tráfico internacional, no será aplicable por lo que respecta a las rutas mencionadas en los apartados 2 y 3 de dicho Artículo, en todo trayecto entre España y Portugal.

No obstante, la Empresa aérea designada por el Gobierno de los Países Bajos, tendrá derecho a tomar a bordo y depositar dicho tráfico internacional en la ruta Madrid—Lisboa, mientras una línea aérea portuguesa, designada por el Gobierno de Portugal, no entre en servicio entre España y Portugal.

Le ruego, Señor Ministro, tenga a bien confirmarme la conformidad de V.E. con cuanto antecede.

Con este motive me es grato reiterar a V.E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

ALBERTO MARTIN-ARTAJO.

Excmo. Señor P. E. Teppema.
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Países Bajos
en Madrid.

Madrid, 13 juillet 1946.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser la réception à Votre Excellence de Sa note en date d'aujourd' hui, par laquelle Elle me fait savoir ce qui suit:

,,Les dispositions contenues dans la Convention entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement des Pays-Bas, relative à certains services aériens, signée en date d'aujourd'hui, seront soumises aux modifications suivantes:

Il est entendu que la stipulation de l'Article I, paragraphe 1, de l'Annexe A, relative au droit de prendre à bord et déposer des passagers, des marchandises et du courrier postal en trafic international, ne sera pas applicable en ce qui concerne les routes mentionnées dans les paragraphes 2 et 3 dudit Article, sur tout trajet entre l'Espagne et le Portugal.

Toutefois, la Compagnie aérienne désignée par le Gouvernement des Pays-Bas aura le droit de prendre à bord et déposer ledit trafic international, sur la route Madrid—Lisbonne, aussi longtemps qu'une ligne aérienne portugaise, désignée par le Gouvernement du Portugal, n'entre pas en service entre l'Espagne et le Portugal.''

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine est d'accord avec ce qui précède.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

P. E. TEPPEMA.

Son Excellence Monsieur
A. MARTIN ARTAJO
Ministre des Affaires Etrangères
Madrid.